



PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 22 JANVIER 2015

CONVOCATION

Le 14 janvier 2015, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le jeudi 22 janvier 2015 à 19 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 10 décembre 2014.
- 2 - P.L.U. - Lancement des études annexes (diagnostic agricole, réseau pluvial, risques d'inondation) et mission complémentaire à confier à la S.P.L. « ID 83 » pour un accompagnement sur le suivi des études sur le PLU et sur les annexes
- 3 - D.E.T.R. (dotation d'équipement des territoires ruraux) - Modification de la demande de dotation (pour le réseau d'eau potable de la Rue Nationale et de la Place Gambetta uniquement)
- 4 - Taxe d'aménagement - Justifications de la décision du taux majoré de 12 % pour le secteur « Serre de Laval »
- 5 - CHAPELLE « NOTRE-DAME DE PITIE » - Projet de restauration (monument historique) et demande de subventions - Lancement d'un mécénat populaire
- 6 - FREE MOBILE - Convention d'occupation du domaine public pour une antenne à « Notre-Dame »
- 7 - Création d'emplois en contrats aidés (CUI CAE et CAE Avenir) - Modification de la délibération du 21 août 2014
- 8 - Frais d'électricité de l'église N-D de l'Assomption - Participation financière de la Commune
- 9 - Convention avec le Centre de Gestion pour l'organisation des examens psychotechniques pour les agents des services techniques
- 10 - Convention « Opéra aux Villages » - Avenant
- 11 - Convention de mise à disposition d'un local communal avec l'Association Culturelle Valoise (Point Accueil)

- 12 - Convention de partenariat avec la Crèche Collective « Les Petits Galopins » (Médiathèque)
- 13 - Convention de mise à disposition de matériel municipal
- 14 - Convention « Atelier Pâte FIMO » à la Médiathèque
- 15 - Recensement des marchés publics passés en 2014
- 16 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal
- 17- Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **jeudi 22 janvier 2015**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre - BENTOUMI Christian - LANGE Gaby - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - TORRESILLA Claude - REES Pénélope - MIONET Marie-Thérèse - GAQUIERE Ingrid - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - GAULET Christine - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. GAUTIER Rémi (procuration donnée à Christian DEBAQUE) - VOLANTE Florence (procuration donnée à Jacqueline TURINELLI) - BOULE-AMPHOUX Isabelle.

soit 24 présents et 2 pouvoirs donc 26 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

Monsieur le Maire donne lecture du courrier reçu de M. Jean-Pierre VERAN, Président des Maires du VAR, remerciant le Conseil Municipal de la participation versée à la Commune de LA LONDE DES MAURES ainsi que de la mise à disposition des bénévoles du C.C.F.F.

Il informe également l'assemblée que M. DE CANSON, Maire de LA LONDE a remercié également la Commune du VAL par courrier.

1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 10 décembre 2014.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 10 décembre 2014.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel, demande la parole pour faire la déclaration suivante :

« Vous avez sans doute tous noté, à la lecture de la page 5 du projet du Procès-verbal du Conseil Municipal du 10 décembre dernier, que je m'étais engagé à mener une enquête administrative pour connaître les raisons d'une éventuelle erreur dans une convocation envoyée le 4 décembre 2014 pour une réunion sur le PLU qui se serait déroulée le 3 décembre 2014.

Après avoir étudié les différentes pièces, il s'avère que cette première réunion du 3 décembre était une première réunion de cadrage qui consistait à la présentation par la SPL « ID 83 », d'une stratégie novatrice pour appréhender le PLU de manière plus pertinente que celle utilisée par d'autres communes jusqu'à présent.

Afin de bonifier le temps imparti à cette réunion et éviter la dispersion qui aurait occasionné quelques interrogations, sans doute légitimes mais bien trop précoces, la participation à cette réunion préliminaire, a volontairement été limitée à la commission de l'urbanisme, aux adjoints, et à l'avocat de la commune.

Une convocation, dont certains font référence, a donc bien été envoyée le 4 décembre mais pour une réunion programmée le 16 décembre, sur le cahier des charges du PLU, et à laquelle la commission urbanisme et l'ensemble du conseil municipal étaient conviés.

Donc, pour répondre à quelques interventions notifiées dans le PV, qui je n'en doute pas, ont dû toucher au plus profond la fibre professionnelle de notre secrétaire générale, il n'est nullement question d'erreur administrative.

Malgré des ennuis physiques suite à un accident domestique sérieux, Madame la secrétaire générale a, pendant plus d'un mois, depuis son domicile, mené à bien l'ensemble des dossiers dont elle a la charge, mais aussi tout le travail de fond pour le PLU et la DETR. Excusez du peu.

Je nous invite donc tous à une certaine retenue en conseil municipal, avant de proférer nominativement des commentaires sur un agent de notre collectivité.

Je vous en remercie par avance.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 10 décembre 2014,

A l'unanimité moins une abstention (M. LANGE absent à la réunion),

APPROUVE ce document.

2 -P.L.U. - Lancement des études annexes (diagnostic agricole, réseau pluvial, risques d'inondation) et mission complémentaire à confier à la S.P.L. « ID 83 » pour un accompagnement sur le suivi des études sur le PLU et sur les annexes

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les Techniciens Experts de la S.P.L. "ID 83" proposent à la Commune de lancer des études en parallèle du marché relatif à l'élaboration du P.L.U. afin que les volets suivants puissent être travaillés pour venir abonder le dossier :

- diagnostic agricole
- études pluviales et risques d'inondations

D'autre part, ils proposent d'assurer une mission d'accompagnement de la Commune pour le suivi des études du P.L.U. et des études annexes, vu le travail déjà réalisé par leurs soins pour la rédaction du cahier des charges.

Les missions d'assistance proposées consisteraient donc en :

- AMO pour l'étude du P.L.U. (suivi de l'élaboration) pour un montant total TTC de 2.856 €
- AMO pour le dossier de consultation d'entreprises relatif au diagnostic agricole dans le cadre du P.L.U. pour un montant total TTC de 672 €
- Etude de l'aléa « inondation » (complément de la mission confiée à la SPL « ID 83 » le 8 juillet 2013 pour l'assistance à la désignation d'un prestataire pour l'élaboration d'un schéma de gestion des eaux pluviales et suivi de l'étude) pour un montant total TTC de 840 €

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

M. TORRESILLA indique que les chiffres mentionnés par M. le Maire ne sont pas ceux en sa possession pour les études et qu'ils sont donc erronés. Le diagnostic agricole s'élevant à 7.200 € TTC et l'étude « pluvial/inondations » est de 8.400 € TTC, chiffres qui sont indiqués dans le cahier des charges remis par la SPL « ID 83 ».

M. SAULNIER répond que les chiffres donnés sont ceux relatifs aux missions d'AMO à confier à la SPL « ID 83 ».

M. TORRESILLA insiste en indiquant que dans l'intitulé de la délibération il est prévu le lancement des études.

M. SAULNIER répond que le Conseil Municipal doit décider en premier lieu de lancer les études avant de pouvoir confier une quelconque mission de maîtrise d'ouvrage à la SPL.

M. KINET rappelle que la SPL devait faire chiffrer plus précisément les études en question puis informer la commune des montants des estimations définitives, vu aussi qu'un complément de mission avait été demandé à propos du volet « pluvial/inondations ».

M. GIRAUD indique qu'en fin de réunion la SPL avait indiqué que le montant des études pour ce volet se situerait entre 30 et 50.000 € en fonction des objectifs fixés par la Commune.

M. LANGE intervient pour s'étonner du fait que l'estimation de ce volet soit 50.000 € est équivalente à celui des études du P.L.U. estimées à 60.000 €.

M. FOURNEL demande si toutes les études menées lors du travail sur le premier P.L.U. pourront être reprises ou bien si elles ne sont plus valables depuis 2007 et donc toutes à relancer.

M. SAULNIER répond que toutes les études du premier P.L.U. qui pourront être validées en l'état le seront, celles qui devront être mises à jour ou être confortées le seront également. Seules les études complémentaires ou nouvellement imposées par les textes seront commandées.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A la majorité (deux abstentions : Mme GAULET et M. FOURNEL),

DECIDE de lancer les études annexes à l'élaboration du P.L.U. soit le diagnostic agricole et l'aléa « inondation »

APPROUVE la proposition de la SPL « ID 83 » quant à lui confier les missions d'assistance relatives au suivi de l'élaboration du P.L.U. pour 2.856 €, d'assistance pour le D.C.E. du diagnostic agricole pour 672 € et de mission complémentaire concernant l'aléa « inondation » pour 840 €.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2015 (chapitre 20).

3 - D.E.T.R. (dotation d'équipement des territoires ruraux) - Modification de la demande de dotation (pour le réseau d'eau potable de la Rue Nationale et de la Place Gambetta uniquement)

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, suite à sa délibération du 10 décembre 2014, une demande de dotation dite « D.E.T.R. » (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) a été déposée pour 2015 auprès des services de l'Etat dans le cadre des travaux de requalification de la Place Gambetta et de réfection de la Rue Nationale. Ces travaux concernaient notamment des aménagements importants relatifs à la mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (avec la création de zones piétonnes, de trottoirs, d'espaces verts et l'installation de mobilier urbain), mais aussi la reprise complète des réseaux humides dont le réseau d'alimentation en eau potable très vétuste dans la Rue Nationale.

A réception du dossier de la Commune, les services de l'Etat ont indiqué que la partie relative aux travaux d'aménagement liés à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ne pouvait pas être prise en compte au titre de la D.E.T.R. car uniquement les études sur l'accessibilité étaient concernées par le volet « PAVE ». En conséquence, la demande de dotation ne pouvait être déposée qu'au titre du renouvellement du réseau public d'eau potable.

Le montant de l'estimation des travaux inscrits en 2015 pour la Place Gambetta et la Rue Nationale s'élève à 165.000 € H.T. pour la réfection du réseau d'alimentation en eau potable.

Le montant maximum de la dotation attendue peut être arrêté à 57.750 €, sachant que le taux d'intervention se situe dans une fourchette allant de 25 à 35 % de la dépense totale H.T..

M. FOURNEL demande si les travaux d'embellissement de la place Gambetta ne peuvent pas être subventionnés.

M. SAULNIER répond que le Conseil Général s'est engagé à allouer une subvention pour ces travaux de 140.000 € pour la première tranche et une autre du même montant pour la seconde tranche (sur les enveloppes de 2014 et de 2015).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE d'annuler sa délibération du 10 décembre 2014 relative à la DETR 2015,

DEMANDE l'attribution de la D.E.T.R. 2015 pour les travaux de reprise complète du réseau d'alimentation en eau potable très vétuste Place Gambetta et Rue Nationale estimés à un total HT de 165.000 €.

ARRETE le plan de financement prévisionnel des opérations comme suit :

-DETR (35 %)	57.750 €
-Conseil Général (10 %)	16.500 €
-Agence de l'Eau	76.500 €
-Autofinancement	14.250 €
TOTAL HT	165.000 €

4 - Taxe d'aménagement - Justifications de la décision du taux majoré de 12 % pour le secteur « Serre de Laval »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 19 novembre 2014, la décision a été prise d'appliquer un taux de taxe d'aménagement majoré pour le secteur « Serre de Laval » (taux fixé à 12 %).

En effet, ce secteur, situé en zones UB et UC, nécessite notamment, en raison du nombre de constructions édifiées ou à édifier, la réalisation ou le renforcement des réseaux viaires, d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif et le renforcement des équipements communaux de superstructures (notamment scolaires et station d'épuration),

Les services de l'Etat, chargés de l'instruction des dossiers relatifs à la Taxe d'Aménagement, après examen de ladite délibération, sollicitent une justification du taux retenu vis à vis de la quote-part du coût des équipements publics nécessaires aux futurs habitants ou usagers du secteur concerné, en précisant que les futurs équipements publics qui bénéficieraient à l'ensemble ou à une proportion plus importante des résidents de la commune ne peuvent être supportés par les nouveaux résidents du secteur identifié.

Monsieur le Maire rappelle les éléments d'information suivants :

- le projet de délibération a été débattu plusieurs fois en réunion préparatoire des commissions communales des finances et de l'urbanisme avec un consensus affirmé sur la détermination du potentiel d'urbanisation et la nécessaire prévoyance de l'assiette de la taxe d'aménagement qui correspond aux constructions et aménagements susceptibles d'être réalisés,
- le secteur est identifié « à développement » d'une part dans le cadre du passage de POS en PLU à l'échéance de mars 2017, et d'autre part en fonction des possibilités de densification offertes par la Loi ALUR qui suppriment dans le futur document d'urbanisme de la commune les caractéristiques minimales (superficies de terrains) et les possibilités maximales d'occupation du sol (coefficient d'occupation du sol),
- la motivation est justifiée dans ce cadre par la réalisation de travaux substantiels de voirie et de réseaux appelés à développement (pour information, ci-joint l'état prévisionnel des travaux sur l'Avenue Jean Moulin, axe de desserte principal du secteur concerné), et la prise en compte du risque « inondation » pour la rivière « La Ribeirotte », susceptible d'impacter la commune au regard de la prévision des investissements à réaliser pour accompagner le développement de son urbanisation.

M. LANGE indique qu'il reste sur sa position de la réunion du Conseil Municipal de novembre 2014 et donc vote contre cette décision.

Mme GAULET et M. FOURNEL indiquent voter contre également car ils auraient préféré le maintien de la taxe à 5 % pour une année supplémentaire.

M. TORRESILLA revient sur les raisons qui ont motivé la décision du Conseil Municipal quant à voter des taux différenciés, suite au tract reçu dans les boîtes aux lettres le jour de la présente réunion. Ce tract indique que le taux à 12 % favorise le mitage sur le territoire communal. M. TORRESILLA répond que cela est totalement faux. Le Conseil Municipal a voulu moduler les taux vu les besoins d'investissements publics constatés dans certains secteurs. Pour 2015, le taux a donc été modulé dans ces secteurs pour avoir des recettes permettant à la commune d'amener dans ces quartiers certains aménagements publics. Ce n'est pas un outil qui va favoriser le mitage, contrairement à la taxe à 5 % laissée inchangée depuis 2012 par l'ancienne municipalité. La taxe à 12 % est un outil d'aménagement dans le cadre du P.L.U.. Ce n'est pas un nouvel impôt car il ne sera payé que par les nouveaux constructeurs. Dès que les travaux d'investissement seront réalisés dans les secteurs concernés, le taux de la taxe pourra être diminué. Le taux de 12 % est voté pour 2015 et sera revu chaque année en fonction des réalisations constatées.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu sa délibération du 19 novembre 2014,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu les justificatifs apportés quant aux coûts des équipements publics nécessaires dans le secteur « Serre de Laval »,

Après en avoir délibéré,

A la majorité (trois CONTRE : Mme GAULET, MM. FOURNEL et LANGE),

DECIDE que le taux de Taxe d'Aménagement de 12 %, voté par délibération du 19 novembre 2014, est maintenu, sur le secteur délimité sur le plan joint, et sis quartier « Serre de Laval »,

MAINTIENT sans changement les autres décisions prises lors de sa délibération du 19 novembre 2014, soit :

Article 1 : La valeur forfaitaire unitaire pour les aires de stationnement extérieures non comprises dans la construction est fixée à 5.000 €,

Article 2 : Pour le calcul de l'assiette de la taxe des commerces de détail dont la surface de vente est inférieure à 400 m², seulement 20 % de la surface créée sera prise en compte,

Article 3 : Les travaux sur immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits, seront exonérés totalement de la Taxe d'Aménagement,

Article 4 : Les abris de jardin soumis à déclaration préalable seront exonérés totalement,

Article 5 : Les locaux d'habitation et d'hébergement bénéficiant d'un prêt aidé par l'Etat (hors PLA-I) sont exonérés dans la limite de 50 % de leur surface,

Article 6 : Les constructions à usage de résidence principale financées à l'aide d'un prêt à taux zéro renforcé (PTZ+) sont exonérées dans la limite de 50 % de la surface excédant 100 m²,

INDIQUE que la délimitation du secteur concerné par le taux majoré de 12 % de la Taxe d'Aménagement sera reportée dans les annexes du Plan d'Occupation des Sols à titre d'information.

PRECISE que la présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible et qu'elle sera transmise à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (D.D.T.M.), Service « Aménagement Durable/Pôle Urbanisme ».

5 - CHAPELLE « NOTRE-DAME DE PITIE » - Projet de restauration (monument historique) et demande de subventions - Lancement d'un mécénat populaire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par arrêté ministériel du 3 janvier 2000, la Chapelle « Notre-Dame de Pitié », située sur la Route de Brignoles, a été classée parmi les Monuments Historiques en raison de la rareté et de la qualité de son décor de coquillages datant du XVIIème siècle.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine.

Madame INGRASSIA informe l'assemblée délibérante que, depuis de nombreuses années, le projet de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » est à l'étude dans les services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles. M. Michel TRUBERT, Architecte en Chef de la DRAC, a rédigé un rapport détaillé à ce propos dans le cadre d'une mission d'études confiée par la Commune. Il prévoit de restaurer en premier lieu la toiture et les façades, y compris les décors en coquillages. Puis dans un second temps de restaurer l'intérieur de la Chapelle.

Un plan de financement prévisionnel de l'opération a été établi, soit :

Montant total de l'opération 347.687 €

- **Tranche ferme - Restauration des extérieurs :..... 176.075 €**
 - M.O.E. pour les études..... 28.286 €
 - M.O.E. pour la tranche ferme8.475 €
 - Travaux :.....167.600 €
 - de restauration des extérieurs....140.834 €
 - de restauration des décors.....26.766 €
- **Tranche conditionnelle - Restauration intérieure :.....171.612 €**
 - M.O.E. pour la tranche conditionnelle..... 13.112 €
 - Travaux :.....158.500 €
 - de restauration des extérieurs.....115.200 €
 - de restauration des décors.....43.300 €
- **Financement prévisionnel de l'opération :**
 - **Tranche ferme :..... 176.075 €**
 - Subvention D.R.A.C. (45 %)..... 79.233 €
 - Conseil Régional (10 %)-
Enveloppe « Patrimoine et Inventaire..... 17.607 €
 - C.C.C.P. - Fonds de concours « Patrimoine »..... 10.000 €
 - Autofinancement (45 %)..... 69.235 €
 - **Tranche conditionnelle :..... 171.612 €**
 - Subvention D.R.A.C. (45 %)..... 77.225 €
 - Conseil Régional (10 %)
Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »..... 17.161 €
 - C.C.C.P. - Fonds de concours « Patrimoine »..... 10.000 €
 - Autofinancement (45 %).....67.226 €

TOTAL DE L'AUTOFINANCEMENT A BUDGETER : 136.461 €

Mme INGRASSIA indique que, pour le Mécénat, la Commune devra solliciter la Fondation du Patrimoine pour la réalisation d'une plaquette sur le projet. Un dossier est à compléter et à renvoyer à la Fondation. Le délai d'instruction est d'un mois. Cette plaquette sera imprimée par la Commune et diffusée par ses soins. La Commune devra aussi assurer une large communication sur le projet et sur l'appel aux dons (affichage, insertion sur le site officiel,...).

L'association valoise « Les Amis de Paracol » sera sollicitée pour être le relais entre les donateurs particuliers et la Commune. Elle devra diffuser également l'appel aux dons et les récolter (chèques à l'ordre de la Fondation du Patrimoine avec mention "Chapelle Notre Dame de Pitié").

Ce mécénat populaire pourra être complété par des aides à demander auprès du Crédit Agricole, des domaines viticoles, et autres.

Si le total des dons reçus s'élève à 5 % ou plus du montant estimatif des travaux H.T. d'un total de 347.687 €, la Fondation du Patrimoine versera le montant équivalent (soit au moins 17.400 € de dons).

La Commune devra reverser une cotisation de 3 % sur les dons perçus de donateurs lambda et de 5 % des dons perçus de donateurs soumis à l'I.S.F. (des reçus seront remis contre les chèques),

M. TORRESILLA demande des précisions sur ce dossier car le montant lui paraît exorbitant. Il convient que la chapelle est classée monument historique mais s'étonne que les travaux ne puissent pas être réalisés par la Commune comme cela a été fait au niveau de la toiture en 1981 suite à une étude faite par l'ASER.

M. PAZ indique que les travaux réalisés en 1981 ont été menés par l'Association des Amis de Paracol. A ce jour, cette toiture doit être reprise, des drains doivent également être réalisés pour empêcher la remontée des eaux dans les murs et le ruissellement sur les décors. Cette chapelle est un monument classé rare vu la présence de coquillages. Une dizaine d'édifices présentant les mêmes spécificités architecturales a été recensée (génoises en façades). Il ne s'agit pas d'entreprendre des travaux de bricolage mais des travaux assez conséquents. D'où une estimation assez importante.

M. TORRESILLA convient que la Chapelle comporte des décors rares mais s'étonne que le site de la Provence Verte résume en deux lignes la présence de ce monument historique sur la commune. Il n'a pas l'impression qu'une dynamique existe derrière cette chapelle. Il préconise qu'une étude de toutes les possibilités d'aides financières soit menée en préalable (subventions, participations, mécénats,...) et qu'ensuite un plan de financement soit arrêté en toute connaissance de cause. Il indique qu'il y a des pistes à explorer par exemple la SOMECA qui a déjà participé aux travaux de restauration de la toiture de l'ancien lavoir.

M. TORRESILLA demande que le Conseil Municipal sache à quoi il s'engage financièrement avant de prendre une décision.

Mme INGRASSIA informe que toutes les pistes ont déjà été à priori explorées : l'Etat par la DRAC, la Région, la C.C.C.P., la Fondation de France, les mécènes... Le montant de l'autofinancement indiqué représente le montant maximum à inscrire au budget. Ce montant ne pourra aller qu'en diminuant au fur et à mesure que les dons seront enregistrés via l'association des Amis de Paracol. Elle précise que le syndicat du Pays de la Provence Verte aide la Commune à monter le dossier mais qu'au préalable le Conseil Municipal doit délibérer pour lancer ce dernier et permettre à tous les partenaires financiers de prendre en compte la demande d'aide de la Commune et de se prononcer. Mme INGRASSIA souligne que le montant de cet autofinancement ne semble pas exorbitant puisque avoisinant 70.000 € par an sur deux ans. Elle insiste sur le fait que la Commune est tenue de passer par l'Architecte des Monuments de France pour la réalisation de travaux. Elle informe d'autre part l'assemblée que les travaux de restauration du patrimoine culturel valais par l'association des Amis de Paracol vont être terminés et qu'il ne reste plus qu'un oratoire et cette chapelle à restaurer. Ensuite une information pourra être diffusée pour attirer les touristes sur la commune.

M. SAULNIER informe l'assemblée qu'à ce jour, LE VAL n'apparaît pas comme site touristique dans le répertoire de la Provence Verte. Il s'est plaint de cet état de fait auprès du bureau de la Provence Verte. Il rappelle d'autre part que la chapelle Notre-Dame de Pitié est située sur le chemin de Compostelle

M. BENTOUMI souhaite fermement que cette chapelle soit restaurée et veut défendre sa cause. Il indique que l'association des Amis de Paracol s'est investie au niveau de tous les autres édifices culturels de la commune. Certes cela revient moins cher mais dans le cas présent elle ne peut pas intervenir vu le classement « Monument Historique ». Il considère que vu qu'aucune participation financière n'a jamais été demandée à la Commune pour ces travaux, elle peut cette fois-ci prendre en charge ces travaux plus conséquents. Il informe d'autre part qu'à partir de cette année l'association des Amis de Paracol s'est engagée à s'atteler à la restauration de tout le patrimoine communal et plus uniquement le culturel.

M. FOURNEL convient qu'il serait fort dommageable de ne pas restaurer cette chapelle. Mais il pense que le Conseil Municipal doit avoir d'autres priorités. Il pense qu'on pourrait se borner pour l'instant à mettre l'édifice hors d'eau hors d'air seulement.

M. KINET rappelle que le classement de la chapelle a permis à la commune de ne pas être traversée par la ligne LGV d'où une certaine reconnaissance à avoir. D'autre part il pense que son architecture exceptionnelle mérite un effort et qu'il faut sauver ce chef d'œuvre en péril. Par contre, il indique que les coquillages ne pourront peut-être pas être remis en place vu le rapport de l'Architecte en Chef. Donc il attire l'attention sur le fait que malgré le coût conséquent de l'opération, il faut s'attendre à ne pas voir tous les coquillages remplacés.

M. NAL informe l'assemblée que les coquillages avaient été retrouvés et ont été stockés par l'ASER qui a réalisé des maquettes d'ailleurs.

M. PAZ précise que la remise en place des coquillages ne relève pas de la doctrine des Monuments Historiques mais de la Charte Internationale de Provence (article 5) qui dit : « la restauration s'achève là où commence l'hypothèse ». Il précise que le pastiche est interdit et que seul l'Architecte en Chef des Bâtiments de France pourra dire ce qui doit ou ne doit pas être réalisé. Il déclare que la Provence Verte a bien la volonté de mettre en valeur cette chapelle restaurée dans ses dépliants et sur son site.

M. TORRESILLA demande si on peut considérer qu'il y a eu négligence dans les années passées de la part des élus en place.

M. PAZ confirme cette négligence.

M. LANGE informe l'assemblée que dans le temps cette chapelle était magnifique, elle abritait un sarcophage où reposait la dépouille de Mme Marie VERLAQUE, généreuse donatrice de l'époque. Les traditions se sont perdues au fil des années, des vols se sont perpétrés (marches en pierre, etc...) ainsi que du vandalisme. Il affirme que le Conseil Municipal a le devoir de restaurer cet édifice avant qu'il ne tombe en ruines, et ce malgré le coût que cela peut avoir.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine,
Vu l'intérêt patrimonial de la Chapelle « Notre Dame de Pitié », classée Monument Historique »,
Après en avoir délibéré,
A la majorité (deux abstentions : Mme GAULET et M. FOURNEL)

APPROUVE le projet de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié », pour les deux tranches (ferme et conditionnelle) pour un montant total des travaux estimé à 347.687 € H.T.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision,

ARRETE le plan de financement prévisionnel de l'opération tel que décrit par Mme INGRASSIA,

SOLLICITE les aides financières indiquées auprès de la D.R.A.C., de la Région et de la Communauté de Communes du Comté de Provence,

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter le concours de la Fondation du Patrimoine pour le lancement du mécénat populaire et de signer tout document en ce sens,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront votés, pour la tranche ferme sur le budget communal 2015, et pour la tranche conditionnelle, sur le budget 2016 (chapitre 23).

6 - FREE MOBILE - Convention d'occupation du domaine public pour une antenne à « Notre-Dame »

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que la Société « FREE MOBILE » sollicite la signature d'une convention d'occupation privative du domaine public avec la Commune, l'autorisant à implanter une antenne de téléphonie mobile sur un terrain communal sis quartier « Notre-Dame » près du réservoir d'eau potable à proximité de celles installées depuis plusieurs années par ORANGE, SFR et BOUYGUES. Il s'agirait d'un support indépendant et non pas d'une cohabitation sur le pylône d'un autre opérateur.

La durée du bail serait de 12 ans (similaire aux autres opérateurs) pour une redevance annuelle (après négociation) de 8.000 € (révision annuelle au taux fixe de 2.5 %).

Monsieur le Maire donne lecture du projet de convention et demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer à ce propos.

M. PAZ demande si les autres opérateurs peuvent être contactés afin de leur demander d'intervenir pour améliorer le fonctionnement du réseau actuellement plus que médiocre et tendre vers la 4G.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes du projet de convention à signer avec la Société « FREE MOBILE » pour l'implantation d'une antenne de téléphonie mobile sur le terrain communal sis quartier « Notre-Dame »,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention d'occupation privative du domaine public avec « FREE MOBILE ».

7 - Création d'emplois en contrats aidés (CUI CAE et CAE Avenir) - Modification de la délibération du 21 août 2014

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que deux délibérations ont déjà été prises en vue de créer des emplois aidés. La première datant de juin 2014 a été annulée et remplacée par celle du 21 août 2014.

A ce jour, les embauches ne sont toujours pas réalisées et la deuxième délibération doit faire l'objet de modifications.

Il donne la parole à Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal.

M. GIRAUD indique qu'avant de délibérer sur les détails des emplois à créer, la Commission du Personnel devait attendre de connaître quelles étaient les deux personnes pouvant être embauchées. A partir de là, la Mission Locale pour l'Emploi, et non le Pôle Emploi ou le CEDIS, devait déterminer à quel type de contrat aidé, les personnes désignées pouvaient prétendre.

La Commission du Personnel a retenu la candidature de deux jeunes Valois et leur profil a été étudié par la Mission Locale pour l'Emploi.

L'un de ces candidats pourra prétendre à un contrat aidé "CUI-CAE" de 20 h par semaine sur 12 mois, renouvelable une fois (si l'Etat reconduit ce type de contrat). L'aide financière de l'Etat sera de l'ordre de 70 % du SMIG sur les 20 heures.

L'autre candidat pourra prétendre à un contrat aidé "Emploi Avenir" de 35 h par semaine. La durée du contrat est de 3 ans avec un plan de formation obligatoire. Selon sa nature, la formation peut être financée par la Région ou être à la charge complète de la Commune. L'aide financière de l'Etat pour la rémunération du salarié sera de l'ordre de 75 % du SMIG sur les 35 heures. Un tuteur devra obligatoirement être désigné. Un suivi devra être réalisé dans les 3 mois suivant l'embauche puis une fois par an. Le contrat d'engagement est établi par la Mission Locale pour l'Emploi.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal,

Considérant l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 stipulant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet de création de deux emplois aux Services Techniques de la Mairie dans les meilleurs délais dans le cadre des contrats aidés « Contrat Unique d'Insertion » et « Emploi Avenir »,

DECIDE de créer deux postes d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe en contrats aidés (CUI-CAE et CEA) dès que les démarches auprès de la Mission Locale auront abouti,

PRECISE que le contrat aidé "CUI-CAE" sera de 20 h par semaine sur 12 mois, renouvelable une fois,

PRECISE que le contrat aidé "Emploi Avenir" sera de 35 h par semaine. La durée du contrat est de 3 ans avec un plan de formation obligatoire,

INDIQUE que la rémunération sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures de travail,

AUTORISE Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec la Mission Locale pour ces recrutements,

PRECISE que les crédits nécessaires à la rémunération restant à la charge de la Commune, après déduction faite de la participation de l'Etat, seront inscrits au budget 2015 de la Commune (chapitre 012).

8 - Frais d'électricité de l'église N-D de l'Assomption - Participation financière de la Commune

Monsieur le Maire a reçu un courrier du Père Dieudonné MASSOMA, Curé de la Paroisse, qui expose les difficultés financières rencontrées par son Diocèse pour faire face aux frais d'électricité de l'église. En effet, cette dépense couvre l'électricité nécessaire lors des offices mais aussi pour toutes les manifestations culturelles publiques et laïques données dans cet édifice.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal qu'une participation financière soit allouée à la Paroisse pour participer à cette dépense.

M. PAZ trouve gênant d'attribuer une subvention à l'église pour couvrir une partie de ces frais et préférerait que la consommation soit facturée directement à la Commune dans sa totalité. Il attire l'attention sur la présence de gros spots fort consommateurs d'énergie et l'église reste très mal éclairée. Il existe aujourd'hui une technologie assez performante qui permettrait de réaliser des économies d'énergie substantielles. Le système de chauffage doit également être étudié.

M. COEURDEUIL atteste que la plus grande déperdition provient du système de chauffage en général, car la consommation électrique pour l'éclairage n'est pas trop conséquente en général.

M. DEBAQUE informe l'assemblée qu'il est prévu de changer toutes les ampoules pour les remplacer par des leds. L'intervention des services techniques à cette fin a déjà commencé.

Mme DONADEY indique que le Père Dieudonné a déclaré avoir à payer une facture située entre 5.000 et 6.000 € par an.

M. PAZ rappelle qu'il y a deux compteurs, l'un pour les appartements du presbytère et l'autre pour l'église.

M. SAULNIER indique que la demande de participation porte sur un montant de 4.000 € et propose d'allouer une subvention de 2.000 € à la paroisse.

M. FOURNEL rappelle que les manifestations qui se déroulent dans l'église ne sont pas réservées aux croyants mais à tout le monde. Ce sont des manifestations laïques.

M. PAZ regrette qu'un si bel édifice historique (XIème siècle) ne soit pas mis en valeur par un éclairage approprié et peu énergivore.

M. COEURDEUIL rappelle que la Commune est propriétaire de l'église et qu'elle doit assumer son entretien car dans 85 % des cas, ce sont les communes qui paient ce type de dépenses. Il indique également que toute prévision de manifestations doit au préalable avoir été autorisée par le Curé.

M. LANGE demande si les associations qui organisent des spectacles ou autres dans l'église ne peuvent pas verser une participation.

M. BENTOUMI indique que les associations ont déjà du mal à boucler leur budget lorsqu'elles organisent ce type de manifestations et ne pourraient verser qu'une somme symbolique qui ne résoudrait pas le problème financier posé.

M. PAZ insiste pour que la Commune paie l'intégralité de la facture.

M. SAULNIER rappelle que des études sont déjà menées pour revoir tous les paramètres de consommation d'électricité du bâtiment et que des travaux en ce sens vont être réalisés par la Commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire
Considérant que la facture annuelle d'électricité de l'église avoisine 4.000 €,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE d'allouer une participation forfaitaire de 2.000 € à la Paroisse afin de participer aux frais de consommation d'électricité vu l'occupation récurrente de l'église par des manifestations culturelles laïques organisées par la Commune,

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2015 de la Commune (chapitre 65).

9 - Convention avec le Centre de Gestion pour l'organisation des examens psychotechniques pour les agents des services techniques
--

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que le Centre de Gestion du Var, en application de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, peut assurer toute tâche administrative concernant les agents des collectivités et établissements du département du Var qui le sollicitent.

Le Centre de Gestion du Var propose aux collectivités et établissements qui en font la demande l'organisation des examens psychotechniques prévus aux articles 3 et 4 du décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux.

Ces examens s'adressent donc exclusivement aux agents assurant à titre principal la conduite d'un véhicule dès lors qu'ils sont également titulaires du permis de conduire approprié en état de validité et détenant un des grades suivants :

- adjoint technique territorial de 2^{ème} classe qui peut être chargé de la conduite de véhicules de tourisme ou utilitaires légers
- adjoint technique territorial de 1^{ère} classe
- adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe
- adjoint technique territorial principal de 1^{ère} classe qui peuvent assurer la conduite de Poids Lourds et Transports en commun

Chaque examen comprend des tests destinés à donner un avis au médecin de la Médecine Professionnelle sur les fonctions sensorielles et motrices des candidats dans le cadre de l'aptitude à exercer la fonction de Conducteur.

Le marché a été conclu avec STRIATUM FORMATION le 1^{er} janvier 2012 pour une durée de 12 mois, dans la limite d'une durée totale du marché de 4 ans, et sous réserve des crédits disponibles. Il a été renouvelé pour l'exercice 2015.

Pour les collectivités et établissements affiliés qui ont signé la présente convention, les examens psychotechniques sont gratuits à raison de 5 prises en charge annuelles par collectivité.

Monsieur le Maire indique que pour continuer de bénéficier de cette mesure il convient de signer la présente convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention relative aux séances d'examens psychotechniques groupées proposées par le Centre de Gestion pour l'année 2015 et concernant les Adjoints Techniques Territoriaux,

NOTE que, pour les collectivités affiliées au CDG et signataires de ladite convention, les examens psychotechniques sont gratuits à raison de 5 prises en charge annuelles par collectivité.

10 - Convention « Opéra aux Villages » - Avenant

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par délibération du 6 décembre 2012, la signature d'une convention passée avec la troupe musicale "Les Musiciens du Fauvery" avait été autorisée.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui précise que cette convention était signée pour une durée d'un an, renouvelable deux fois, avec une contribution financière de la Commune pour l'organisation d'un spectacle annuel d'opéra ou d'opérette composée de :

- une subvention de 1.500 € visant à participer aux frais de création du spectacle
- une subvention visant à participer au financement du spectacle et définie suivant le nombre d'entrées encaissées (fixées entre 12 et 15 € par personne). Si le montant des entrées dépassait 3.500 € cette somme était reversée à la troupe. Si le montant était compris entre 2.000 € et 3.500 €, le complément était versé par la municipalité. Dans le cas où les entrées étaient inférieures à 2.000 €, une seule subvention de 1.500 € était attribuée pour compléter ce faible montant.

Par délibération du 27 juin 2013, le Conseil Municipal avait arrêté le tarif du droit d'entrée à 12 € par personne avec gratuité pour les enfants de moins de 12 ans.

La durée de la convention court donc depuis 2013 et inclus donc l'année 2015 avec la représentation du spectacle "Carmen" de Bizet.

Mme INGRASSIA indique que l'Association "Les Musiciens du Fauvery" lui ont soumis un projet d'avenant visant à modifier les critères d'attribution de la participation communale sur le financement du spectacle pour le fixer forfaitairement à 3.500 € quel que soit le nombre d'entrées enregistrées.

Elle précise qu'en 2013, les entrées ont rapporté 1.536 € qui ont été reversées à l'association "Les Musiciens de Fauvery" avec un complément de 1.500 € soit un total reversé à l'association de 3.036 €. En 2014, les entrées ont rapporté 1.392 € avec un complément de 1.608 € versé à l'association soit un total reversé à l'association de 3.000 €. Ces versements sont indépendants de la subvention annuelle de 1.500 € versée en début d'année.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer à ce propos.

M. FOURNEL rappelle que très peu de monde assiste à ce spectacle chaque année.

Mme GAULET considère que le coût est trop élevé par rapport au nombre de spectateurs (une centaine).

Mme DONADEY estime que ce genre de manifestation permet à tout un chacun de pouvoir avoir accès à l'opéra.

Mme INGRASSIA souhaite essayer de développer cette récente dynamique car ce type de spectacle donné en plein air, le soir, est très agréable.

M. PAZ indique que si les années passées seulement une centaine de spectateurs est venue assister au spectacle, cette année, plus de monde sera attiré car l'opérette prévue est très connue (Carmen), qu'une publicité intensive menée par les 5 communes adhérentes à l'association « Les Musiciens du Fauvery » est mise en place avec les moyens technologiques de la Provence Verte. Le jardin théâtre peut recevoir 220 personnes et une recette assez conséquente peut être envisagée..

Mme GAULET rappelle que le budget est déficitaire chaque année.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme Patricia INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A la majorité (deux abstentions : Mme GAULET et M. FOURNEL)

ACCEPTE les termes de l'avenant n° 1 à la convention signée en 2012, proposé par l'Association « Les Musiciens du Fauvery » dans le cadre de l'organisation du spectacle « OPERA AUX VILLAGES »,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit avenant n° 1,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2015 (chapitre 011).

11 - Convention de mise à disposition d'un local communal avec l'Association Culturelle Valoise (Point Accueil)
--

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par délibération du 27 juin 2013, le Conseil Municipal avait autorisé la signature d'une convention de mise à disposition d'un local communal au profit de l'Association Culturelle Valoise (A.C.V.). Ainsi, le local du Point Accueil situé sous le couvert de La Dîme lui avait été attribué.

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture.

Mme INGRASSIA informe l'assemblée que la convention précitée doit être modifiée vu d'une part que le local du Point Accueil a été déménagé pour être transféré Place du 4 Septembre, et d'autre part que certaines obligations de l'A.C.V. ont été précisées et qu'une mise à jour de la liste du matériel de l'association, mis à disposition gratuite de la Commune, a été réalisée.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur cet avenant à la convention signée en juin 2013 avec l'A.C.V..

M. LANGE tient à remercier Mme Jeanine LAGRENÉ pour le travail remarquable qu'elle réalise avec son équipe pour l'animation de la Commune (suivent les applaudissements de l'assemblée).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE le projet d'avenant n° 1 à la convention signée le 27 juin 2013 entre la Commune et l'Association Culturelle Valoise (A.C.V.),

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit avenant n° 1.

12 - Convention de partenariat avec la Crèche Collective « Les Petits Galopins » (Médiathèque)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Médiathèque municipale « Montmajour » assure des animations au profit des élèves des écoles valaises mais aussi des enfants de la crèche collective « Les Petits Galopins ».

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de convention de partenariat à signer entre la commune et la crèche parentale.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la convention de partenariat à passer entre la Médiathèque communale « Montmajour » et la crèche collective « Les Petits Galopins »

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

13 - Convention de mise à disposition de matériel municipal

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par délibération du 6 décembre 2012, il a été décidé de passer une convention avec les associations locales qui souhaitent la mise à disposition d'un local communal et/ou de matériel communal. Par délibération du 12 décembre 2013, cette convention a été modifiée.

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, pour exposer les raisons justifiant une nouvelle proposition de modification du texte de cette convention.

Mme INGRASSIA indique que des modifications doivent être apportées à cette convention modifiée en décembre 2013 et elle donne lecture du nouveau texte.

M. BENTOUMI demande que soit supprimé l'article 13 de la convention qui oblige un comptage précis de tout le matériel mis à disposition avec le prix de chaque élément. Cette procédure prend en effet beaucoup de temps aux agents municipaux et aux responsables d'association à la remise des clés et lors de leur restitution (état des lieux).

M. GIRAUD indique que l'article 12 devra également être modifié car il fait référence à l'article 13.

Mme INGRASSIA prend bonne note de ces demandes de modifications.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur le texte définitif soumis au vote.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, ainsi que les observations de MM. BENTOUMI et GIRAUD,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le texte de la convention à signer avec les associations pour la mise à disposition de salles communales ou de matériel communal,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

14 - Convention « Atelier Pâte FIMO » à la Médiathèque

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Médiathèque municipale « Montmajour » organise des activités artistiques au sein de son établissement.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture.

Madame INGRASSIA indique à l'assemblée que des activités de découverte de la pâte polymère sont proposées aux adultes et aux enfants de plus de 6 ans depuis la signature d'une convention de partenariat avec l'Entreprise « Chouet'Créations » approuvée par délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2013. Une partie des locaux de la Médiathèque est mise à disposition d'une intervenante de cette entreprise.

Mme INGRASSIA propose que cette convention soit remaniée afin de permettre la mise en place d'un atelier à 4 mains permettant aux enfants âgés de 4 à 6 ans de pouvoir pratiquer cette activité avec l'aide d'un parent. De plus, la reconduction de la convention sera désormais « expresse ».

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

M. LANGE trouve le tarif horaire de 41 € trop cher vu que l'intervenante n'a aucun frais de local.

Mme INGRASSIA rappelle que dans ce montant est compris le matériel fourni par l'intervenante. Elle rectifie le tarif horaire qui s'élève à 36 € et non 41 €.

M. KINET demande s'il y a beaucoup d'activités de ce type-là payées par la Commune.

Mme INGRASSIA répond qu'à la Médiathèque il n'y a que celle-là.

M. FOURNEL rappelle qu'un auto-entrepreneur doit travailler avec son matériel.

M. SAULNIER souligne que pour 36 € de l'heure, 8 enfants sont occupés à un loisir créatif ce qui est intéressant pédagogiquement.

Mme INGRASSIA indique que cette prestation sera revue l'année prochaine voire annulée car la médiathèque propose déjà beaucoup d'activités. Mais elle rappelle que la reconduction tacite de la convention passée avec l'intervenante ne permet pas pour l'instant, à la Commune, d'agir comme bon lui semble.

Mme PASQUET informe l'assemblée que la matière première (pâte Fimo) est très peu chère et qu'en conséquence l'intervenante n'engage pas beaucoup de frais, que les objets réalisés et remis aux enfants sont petits, que le coût horaire est bien de 41 €. Elle rappelle que les activités périscolaires où 14 à 18 enfants sont accueillis, le coût horaire est de 28 € au plus. Donc en comparaison avec les prestations des NAPS, celle de la Pâte FIMO lui semble trop couteuse.

M. KINET demande si une négociation ne peut pas être menée avec l'intervenante pour diminuer le montant de son intervention car il trouve également que le tarif est exorbitant. Il ne conçoit pas que la Commune soutienne une intervention à but commercial.

Mme INGRASSIA rappelle que cette convention a été signée par la Municipalité précédente et que la Commune se trouve donc liée par les engagements pris précédemment. Elle ne peut donc pas agir librement comme l'a fait Mme PASQUET en créant les NAPS.

Mme GAQUIERE souligne que cette activité est bien appréciée par les enfants et les parents.

M. COEURDEUIL souhaiterait voter contre la signature de cette convention. Il ne souhaite pas, en effet, cautionner des interventions extérieures mercantiles et souhaite que la convention soit revue très sérieusement pour 2016.

M. BENTOUMI trouve également que le tarif de cet atelier est trop élevé.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A la majorité (un CONTRE : M. KINET - huit ABSTENTIONS : MM. NAL-BENTOUMI-LANGE-VERDON-PAZ-COEURDEUIL-FOURNEL-GAULET),

APPROUVE la convention à passer entre la Médiathèque communale « Montmajour » et l'Entreprise « Chouet Créations »,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal (chapitre 011).

15 - Recensement des marchés publics passés en 2014

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des dispositions de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006, pris en application de l'article 133 du Code des Marchés Publics.

Cet arrêté dispose qu'au cours du premier trimestre de chaque année, l'entité adjudicatrice doit publier, sur le support de son choix, une liste des marchés conclus l'année précédente. Cette liste doit indiquer, de manière séparée, les marchés relatifs aux travaux, aux fournitures et aux services.

Monsieur le Maire donne lecture de la liste dressée pour l'année 2014 (jointe à la présente) et demande au Conseil Municipal de lui en donner acte.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance de la liste des marchés passés en 2014 dressée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DONNE ACTE à Monsieur le Maire de cette présentation.

16 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 10 décembre 2014, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

-N° 18/2014 - Mission de Maîtrise d'œuvre pour les travaux de second œuvre de l'immeuble communal sis Place de la Libération attribuée à M. COLLAIN Olivier, Architecte pour un montant de 4.600 € TTC

-N° 19/2014 - Octroi d'une concession de cimetière à M. PLANELL CARRIO et Mme PREVOST

-N° 01/2015 - Mission de prestations techniques sur la station d'épuration confiée à l'ARPE pour un montant de 1.691,80 € TTC

-N° 02/2015 - Mission de Maîtrise d'œuvre pour les travaux de requalification de la Place Gambetta et de réfection de la Rue Nationale attribuée à la SNC « LAVALIN/COMBY » pour un montant de 54.308,40 € TTC.

Monsieur le Maire indique d'autre part que 25 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 10 décembre 2014 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND NOTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 10 décembre 2014, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

17 - Questions orales

Question posée par M. Gaby LANGE :

« Monsieur le Maire, si vous le permettez, ma question sera posée à M. DEBAQUE, Adjoint aux travaux.

M. DEBAQUE, je voudrais avoir un complément d'informations sur les travaux de busage du fossé du chemin de Correns.

Pour m'intéresser de loin, même de très loin, à ces travaux, je voudrais quand même savoir si le montant de l'estimation, soit 17.936,80 €, correspond bien au 47 ml de busage du fossé, c'est-à-dire de la buse Ø 800 de l'avenue des Droits de l'Homme jusqu'au regard situé en aval avant la traversée de chaussée en direction du Verdon.

J'ai cru comprendre cet après-midi, pour avoir interrogé un ouvrier de l'entreprise, qu'il n'était pas possible de se raccorder sur le regard existant avec une pente minimale, et qu'en conséquence il fallait prolonger ces buses par une traversée de chaussée avec toutes les contraintes rencontrées notamment le réseau d'assainissement public qui j'ose espérer ne se trouvera pas au même fil d'eau que les buses à poser.

Donc si, je dis bien si, la somme notée en Conseil Municipal le 10 décembre 2014, n'inclut pas ces travaux supplémentaires, combien vont coûter à la Commune ces travaux à réaliser ?

Je vous remercie. »

M. DEBAQUE répond que les relevés topographiques ne sont pas encore réalisés et que rien n'est attesté ni décidé pour l'instant.

M. LANGE indique qu'il a constaté que les buses posées sont trop profondes pour se raccorder au fil d'eau existant du regard.

M. DEBAQUE répond qu'il est prévu de se jeter dans le regard situé à côté la propriété VERLAQUE.

M. SAULNIER demande que dorénavant quand un Conseiller Municipal se pose une question, il se doit de prendre contact avec l'Adjoint concerné ou avec lui-même pour solliciter une réponse et non pas aller interroger des tiers qui ne sont pas toujours à même de répondre correctement. C'est ainsi que des informations erronées sont diffusées dans le village et cela est très préjudiciable pour tout le monde. Pour en revenir à la question de M.LANGE, elle sera traitée ultérieurement.

Question posée par M. Gilles FOURNEL :

« En attendant la décision du Tribunal à propos du contentieux de La Jouberte, qui a donné l'autorisation d'entreposer des matériaux et du matériel sur site ? »

M. SAULNIER indique que les matériaux ont été déposés par l'entreprise « S.V.C.R. » qui travaille pour la Commune à la réfection des chemins communaux. Ce dépôt est donc temporaire et tout va être enlevé sous peu, les chantiers étant terminés.

M. DEBAQUE rappelle que seuls deux endroits peuvent recevoir ces dépôts temporaires, le parking de St-Benoît ou le terrain de La Jouberte et qu'il a été jugé plus approprié de choisir ce dernier site.

Intervention de M. KINET qui informe l'assemblée que les travaux de réfection du chemin de Ste-Catherine ont commencé le matin de la réunion sans qu'aucune information des riverains n'ait été diffusée. Aucun prospectus dans les boîtes aux lettres ni arrêté municipal affiché sur le panneau.

LA SEANCE EST LEVEE A 22h00.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

LE MAIRE,

Patricia INGRASSIA

Bernard SAULNIER

